

# Rapport financier 2018

## Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Estérel \_\_\_\_\_

Code géographique : 77011 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nadine Bonneau, atteste la véracité du rapport financier  
de Estérel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2019-04-05

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
<b>Renseignements complémentaires</b>	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
<b>Renseignements financiers non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la  
Ville d'Estérel,

### Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE D'ESTÉREL (la « Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE D'ESTÉREL au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2018 et 2017 à l'état de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à un programme d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Cette situation nous a conduits à exprimer une opinion d'audit avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par le Parlement. La comptabilisation de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers de la Ville :

	Augmentation /	(Diminution)
	2018	2017
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	51 387 \$	75 796 \$
Excédent accumulé		
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	51 387 \$	51 387 \$
<u>État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales</u>		
Transferts	(24 409) \$	(24 409) \$

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observations - Informations financières établies à des fins fiscales**

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE D'ESTÉREL inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, CA  
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2019-04-05

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	3 440 733	3 481 998	3 289 623
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3			
Transferts	4	28 039	78 011	80 167
Services rendus	5	30 925	34 694	31 013
Imposition de droits	6	234 700	410 520	338 547
Amendes et pénalités	7	15 000	23 780	11 885
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	18 000	33 772	15 439
Autres revenus	10		1 500	18 892
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	<u>3 767 397</u>	<u>4 064 275</u>	<u>3 785 566</u>
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	917 314	911 124	873 802
Sécurité publique	15	896 669	896 588	850 049
Transport	16	1 095 950	1 139 735	1 105 381
Hygiène du milieu	17	447 075	435 842	459 905
Santé et bien-être	18	335	335	1 571
Aménagement, urbanisme et développement	19	128 467	126 651	137 706
Loisirs et culture	20	287 354	243 808	267 386
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	171 475	189 580	168 822
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	<u>3 944 639</u>	<u>3 943 663</u>	<u>3 864 622</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	<u>(177 242)</u>	<u>120 612</u>	<u>(79 056)</u>
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		3 781 450	3 860 506
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		<u>3 781 450</u>	<u>3 860 506</u>
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>				
	29		<u>3 902 062</u>	<u>3 781 450</u>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 246 444	73 413
Débiteurs (note 5)	2	299 671	620 401
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	1 546 115	693 814
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		42 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	419 786	539 040
Revenus reportés (note 12)	12	11 139	8 610
Dette à long terme (note 13)	13	5 884 194	5 454 391
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	6 315 119	6 044 041
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	<b>(4 769 004)</b>	<b>(5 350 227)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	8 606 434	9 061 326
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	5 038	5 038
Stocks de fournitures	19	51 743	56 808
Autres actifs non financiers (note 17)	20	7 851	8 505
	21	8 671 066	9 131 677
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	<b>3 902 062</b>	<b>3 781 450</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(177 242)	120 612	(79 056)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	240 221 ) (	619 401 )
Produit de cession	3		1 500	20 732
Amortissement	4		695 113	671 646
(Gain) perte sur cession	5		(1 500)	(18 892)
Réduction de valeur / Reclassement	6			27 133
	7		454 892	81 218
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		5 065	2 318
Variation des autres actifs non financiers	10		654	1 257
	11		5 719	3 575
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(177 242)	581 223	5 737
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(5 350 227)	(5 355 964)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(5 350 227)	(5 355 964)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(4 769 004)	(5 350 227)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	120 612	(79 056)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	695 113	671 646
Autres			
- Perte - gain sur cession	3	(1 500)	(18 892)
- Réduction de valeur	4		27 153
	5	814 225	600 851
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	320 730	(1 911)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(119 254)	100 252
Revenus reportés	9	2 529	(720)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	5 065	2 298
Autres actifs non financiers	13	654	1 257
	14	1 023 949	702 027
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 240 221 )	( 619 401 )
Produit de cession	16	1 500	20 732
	17	(238 721)	(598 669)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		412 243
	22		412 243
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	874 200	
Remboursement de la dette à long terme	24	( 408 200 )	( 392 800 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(42 000)	(69 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(36 197)	16 031
Autres			
-	27		
-	28		
	29	387 803	(445 769)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
	30	1 173 031	69 832
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	73 413	3 581
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	73 413	3 581
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>			
	34	1 246 444	73 413

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville d'Estérel est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes. La Ville est issue d'une défusion entre la Municipalité de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson et la Ville d'Estérel suite aux résultats du scrutin référendaire tenu en juin 2004 en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (Loi no 9).

Conformément aux dispositions de cette loi, les villes demeurent toutefois liées et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Sainte-Marguerite-Estérel tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ses normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée à la page S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariats

s/o

##### a) Périmètre comptable

s/o

##### b) Partenariats

s/o

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information à fournir concernant les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés.

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers et sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

S.O.

**b) Actifs non financiers****Stocks**

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de remplacement, le coût est établi selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont présentées au bilan à la valeur amortie.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	20 et 40 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Véhicules	15 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 et 20 ans

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**E) Revenus**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la Ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
- pour la dette à long terme en question : sur une période de 5 ans.

**H) Instruments financiers**

S.O.

**I) Autres éléments****Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

### **3. Modification de méthodes comptables**

#### **Adoption de nouvelles normes comptables**

Le 1er janvier 2018, la Ville a adopté les cinq nouvelles normes suivantes :

SP 2200, Information relative aux apparentés

SP 3210, Actifs

SP 3320, Actifs éventuels

SP 3380, Droits contractuels

SP 3420, Opérations interentités

Le **chapitre SP 2200** définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Cette nouveauté implique, en somme, les changements suivants :

- *L'identification d'une relation d'apparentement* : La relation d'apparentement a été élargie pour englober les principaux dirigeants de la Ville tels que le directeur général, ses proches parents ainsi que les entités soumises au contrôle exclusif ou partagé de ces individus.

- *L'information à fournir concernant les opérations entre apparentés* : La norme exige la divulgation d'informations concernant les opérations entre apparentés en fonction des deux caractéristiques suivantes :

- elles ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées; et

- elles ont (ou pourraient avoir dans le cas des opérations non comptabilisées) une incidence financière importante sur les états financiers.

L'information à fournir est notamment la nature de la relation avec la personne apparentée et les sommes en cause. Si des informations doivent être divulguées, elles ne seront pas nominatives, ce qui permettra d'éviter l'identification des parties en cause. Ces nouvelles modifications n'ont pas d'incidence significative sur les résultats ni sur la situation financière de la Ville. Elle ne touche, le cas échéant, que les éléments de contrôle interne en lien avec le recensement des apparentés ainsi que l'information à fournir aux notes complémentaires au rapport financier.

Le **chapitre SP 3210** fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000, Fondements conceptuels des états financiers, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés.

Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le **chapitre SP 3320** définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Le **chapitre SP 3380** définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que de leur échéancier.

Le **chapitre SP 3420** établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

L'application de ces normes est effectuée de façon prospective et leur adoption n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de la Ville. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 246 444	73 413
Découvert bancaire	2 ( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 1 000 000	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8 1 246 444</b>	<b>73 413</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 111 278	44 408
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
<b>Note</b>		
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	11 137 303	94 593
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 57 411	137 342
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 48 003	304 224
Organismes municipaux	15 4 397	10 721
Autres		
- Mutations	16 33 843	65 707
- Autres	17 18 714	7 814
	18 299 671	620 401
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
<b>Note</b>		
<b>6. Prêts</b>		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>7. Placements de portefeuille</b>		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	32	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

**Note****8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	44 766	44 042
Régimes de retraite des élus municipaux	42	13 913	3 194
	43	58 679	47 236

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit de 150 000 \$. Le tout porte intérêt au taux préférentiel et est renouvelable le 31 juillet 2019. Le solde de cette marge de crédit au 31 décembre 2018 est de 0 \$.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	163 916	322 521
Salaires et avantages sociaux	48	75 992	81 356
Dépôts et retenues de garantie	49	120 220	91 199
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
-	53		
- Indemnités de départ	54	11 108	2 393
- Intérêts courus	55	48 550	41 571
-	56		
-	57		
	58	419 786	539 040

**Note****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	9 652	7 123
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Revenu perçu d'avance	68	1 487	1 487
-	69		
-	70		
-	71		
	72	11 139	8 610

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018		2017	
<b>13. Dette à long terme</b>				
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>	
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,90	2,85	2018	2023
			73	
	5 924 900			5 458 900
Obligations et billets en monnaies étrangères			74	
Gains (pertes) de change reportés			75	
			76	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			77	
Organismes municipaux			78	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			79	
Autres			80	
			81	
	5 924 900			5 458 900
Frais reportés liés à la dette à long terme			82	
	( 40 706 )		(	4 509 )
			83	
	5 884 194			5 454 391

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2019	84	92	461 100	100	109	117	461 100
2020	85	93	932 800	101	110	118	932 800
2021	86	94	401 500	102	111	119	401 500
2022	87	95	1 368 800	103	112	120	1 368 800
2023	88	96	2 760 700	104	113	121	2 760 700
2024 et +	89	97		105	114	122	
	90	98	5 924 900	106	115	123	5 924 900
Intérêts et frais accessoires			107	(	)	124	(
	91	99	5 924 900	108	116	125	5 924 900

**Note**

	2018	2017
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(4 717 617)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( 51 387 )
Autres	128	(
	129	(4 769 004)
		(5 350 227)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	130	1 358 249	158	4 662	185		212	1 362 911
Eaux usées	131	319 079	159	26 785	186		213	345 864
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	7 896 385	160	29 391	187		214	7 925 776
Autres	133	330 167	161	39 255	188		215	369 422
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	1 157 682	163	10 672	190		217	1 168 354
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	1 359 137	165	119 163	192	99 277	219	1 379 023
Ameublement et équipement de bureau	138	274 739	166	2 074	193	35 824	220	240 989
Machinerie, outillage et équipement divers	139	350 806	167	8 219	194	8 553	221	350 472
Terrains	140	281 039	168		195		222	281 039
Autres	141	53 738	169		196		223	53 738
	142	<u>13 381 021</u>	170	<u>240 221</u>	197	<u>143 654</u>	224	<u>13 477 588</u>
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	<u>13 381 021</u>	172	<u>240 221</u>	199	<u>143 654</u>	226	<u>13 477 588</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	145	320 825	173	43 342	200		227	364 167
Eaux usées	146	94 036	174	8 641	201		228	102 677
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	2 158 460	175	354 659	202		229	2 513 119
Autres	148	191 150	176	31 256	203		230	222 406
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	436 579	178	93 934	205		232	530 513
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	697 660	180	120 670	207	99 277	234	719 053
Ameublement et équipement de bureau	153	211 293	181	16 601	208	35 824	235	192 070
Machinerie, outillage et équipement divers	154	167 548	182	24 742	209	8 553	236	183 737
Autres	155	42 144	183	1 268	210		237	43 412
	156	<u>4 319 695</u>	184	<u>695 113</u>	211	<u>143 654</u>	238	<u>4 871 154</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	157	<u>9 061 326</u>					239	<u>8 606 434</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	5 038	5 038
	253	5 038	5 038
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	5 038	5 038
<hr/>			
<b>Note</b>			

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	256	7 851	8 505
-	257		
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	7 851	8 505
<hr/>			
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**18. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée à verser la somme totale de 460 195 \$ jusqu'en 2020 relativement à des contrats de sécurité, d'entretien, d'insectes piqueurs et autres contrats. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2019	-	339 623 \$
2020	-	120 572 \$

**19. Droits contractuels**

S/O

**20. Passifs éventuels****a) Cautionnement et garantie**

S/O

**b) Auto-assurance**

S/O

**c) Poursuites**

Au cours de 2018, une poursuite de 69 236 \$ en dommages et intérêts a été intentée contre la Ville. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, les assureurs ont pris faits et causes pour la Ville de sorte que cette dernière pourrait être appelée à payer le montant de la franchise de 1 000 \$ par réclamation.

**d) Autres**

S/O

**21. Actifs éventuels**

S/O

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**23. Données budgétaires**

L'état des résultats et de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

**24. Instruments financiers**

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	3 440 733	3 481 998			3 481 998	3 289 623
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3						
Transferts	4	28 039	45 296			45 296	29 885
Services rendus	5	30 925	34 694			34 694	31 013
Imposition de droits	6	234 700	410 520			410 520	338 547
Amendes et pénalités	7	15 000	23 780			23 780	11 885
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	18 000	33 772			33 772	15 439
Autres revenus	10		1 500			1 500	18 892
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	3 767 397	4 031 560			4 031 560	3 735 284
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		32 715			32 715	50 282
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		32 715			32 715	50 282
	21	3 767 397	4 064 275			4 064 275	3 785 566
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	864 744	859 039	52 085		911 124	873 802
Sécurité publique	23	883 413	882 771	13 817		896 588	850 049
Transport	24	648 097	649 196	490 539		1 139 735	1 105 381
Hygiène du milieu	25	393 347	382 651	53 191		435 842	459 905
Santé et bien-être	26	335	335			335	1 571
Aménagement, urbanisme et développement	27	128 055	126 651			126 651	137 706
Loisirs et culture	28	208 061	158 327	85 481		243 808	267 386
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	171 475	189 580			189 580	168 822
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	647 112	695 113	( 695 113 )			
	33	3 944 639	3 943 663			3 943 663	3 864 622
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	(177 242)	120 612			120 612	(79 056)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(177 242)	120 612	(79 056)
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	32 715 ) (	50 282 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(177 242)	87 897	(129 338)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	647 112	695 113	671 646
Produit de cession	5		1 500	20 732
(Gain) perte sur cession	6		(1 500)	(18 892)
Réduction de valeur / Reclassement	7			27 133
	8	647 112	695 113	700 619
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		56 700	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	403 000 ) (	408 200 ) (	392 800 )
	18	(403 000)	(351 500)	(392 800)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	)	84 843 ) (	59 109 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			33 312
Excédent de fonctionnement affecté	21		40 000	107 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(66 870)	(70 270)	(51 082)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(38 559)	8 675
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(66 870)	(153 672)	38 796
	26	177 242	189 941	346 615
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		277 838	217 277

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	32 715	50 282
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2	( 3 512 )	( 41 489 )
Sécurité publique	3	( 28 615 )	( 27 669 )
Transport	4	( 100 174 )	( 528 580 )
Hygiène du milieu	5	( 67 037 )	( 6 824 )
Santé et bien-être	6	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 40 883 )	( 14 839 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	( 240 221 )	( 619 401 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	817 500	
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	84 843	59 109
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	22 807	23 880
	18	107 650	82 989
	19	684 929	(536 412)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	717 644	(486 130)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Rémunération</b>	1	803 362	796 585	727 374
<b>Charges sociales</b>	2	188 849	186 563	180 384
<b>Biens et services</b>	3	1 087 264	1 014 115	1 082 423
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	138 527	156 632	146 784
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec	6			
et ses entreprises	7			
D'autres tiers	8			
Autres frais de financement	8	32 948	32 948	22 038
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	771 509	771 190	743 484
Transferts	10			
Autres	11	14 000	13 942	11 416
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	261 068	276 575	251 898
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14	647 112	695 113	671 646
<b>Autres</b>				
- Réduction de valeur	15			27 175
-	16			
-	17			
	18	3 944 639	3 943 663	3 864 622

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>10</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 (                    ) (                    )
	16
	17

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>22</b>

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE  
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

**RÉSULTATS**

**Revenus**

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

**Charges**

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

## Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

**Excédent (déficit) de l'exercice**

17

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

**Actifs**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	(                    ) (                    )
	22	
Autres	23	
	24	

**Passifs**

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

**Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire**

32

**Note sur les autres actifs****Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	648 285	427 200
Excédent de fonctionnement affecté	2	56 750	40 000
Réserves financières et fonds réservés	3	485 205	192 192
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	7 023 ) (	7 953 )
Financement des investissements en cours	5	(14 032)	(486 129)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	2 732 877	3 616 140
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	3 902 062	3 781 450
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	648 285	427 200
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	648 285	427 200
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Administration municipale			
- Élections	12	3 500	
- Budget 2019	13	53 250	40 000
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	56 750	40 000
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	56 750	40 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	86 984	42 921
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	398 221	149 271
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	485 205	192 192
	48	485 205	192 192

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ( ) ( )	( )
	54 ( ) ( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ( ) ( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ( ) ( )	( )
Autres		
- Fonds amortissement DLT	58 ( (39 282) ) ( )	( (723) )
-	59 ( ) ( )	( )
	60 ( (39 282) ) ( )	( (723) )
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62 ( ) ( )	( )
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64 ( ) ( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65 ( ) ( )	( )
Autres		
-	66 ( ) ( )	( )
-	67 ( ) ( )	( )
	68 ( ) ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ( ) ( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ( ) ( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ( ) ( )	( )
Autres		
- Autres financement	72 ( 46 305 ) ( )	( 8 676 )
-	73 ( ) ( )	( )
	74 ( 46 305 ) ( )	( 8 676 )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80	
	81 ( 7 023 ) ( )	( 7 953 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82	
Investissements à financer	83 ( 14 032 ) (	( 486 129 )
	84 (14 032)	(486 129)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 8 606 434	9 061 326
Propriétés destinées à la revente	86 5 038	5 038
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 8 611 472	9 066 364
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 8 611 472	9 066 364
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 5 884 194 ) (	5 454 391 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 40 706 ) (	4 509 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 46 305	8 676
	98 ( 5 878 595 ) (	5 450 224 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( ) (	) )
	100 ( 5 878 595 ) (	5 450 224 )
	101 2 732 877	3 616 140

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
<b>Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements</b>		
	2018	2017
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	( _____ )	( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2018	2017
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (                    )	(                    )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (                    )	(                    )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (                    )	(                    )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (                    )	(                    )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (                    )	(                    )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (                    )	(                    )
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 ( _____ )	( _____ )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 ( _____ )	( _____ )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	114 44 766	44 042

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115 6	6

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	116 4 128	948
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	117 13 913	3 194
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118 13 913	119 3 194

---

**Note**

---

---

## **RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 084 754	2 181 330	1 840 800
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	505 715	512 048	494 376
Activités de fonctionnement	3	434 699	372 921	579 180
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 025 168	3 066 299	2 914 356
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	69 990	70 419	74 043
Égout	11	49 700	49 700	39 500
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	96 250	96 428	76 958
Autres				
- Insectes piqueurs	14	110 100	109 614	110 124
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	89 525	89 538	74 642
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	415 565	415 699	375 267
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	415 565	415 699	375 267
	27	3 440 733	3 481 998	3 289 623

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41		
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	53	1 000	724
<b>Sécurité publique</b>			721
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	9 947	
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	27 039	27 039
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	1 284	875
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	1 159	
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	1 470	
Autres	79		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86	3 673	1 250
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
<b>Réseau d'électricité</b>	90		
	91	28 039	29 885

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	92		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	4 662	50 282
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	28 053	
<b>Réseau d'électricité</b>	129		
	130	32 715	50 282

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140		
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	141      28 039	78 011	80 167

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	7 800	6 967	6 549
	7 800	6 967	6 549
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	12 500	10 885	12 081
	12 500	10 885	12 081
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159	1 054	
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	1 054	
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité	182		
	183	18 906	18 630

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autres	186	250	75
	187	250	75
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195	122	122
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	122	122
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	13 446	9 546
	212	13 446	9 546
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217		
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives			
Activités culturelles	222		
Bibliothèques	223		
Autres	224	1 970	2 640
	225	1 970	2 640
Réseau d'électricité			
	226		
	227	15 788	12 383
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<b>228</b>	<b>34 694</b>	<b>31 013</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	229	12 700	26 880	19 899
Droits de mutation immobilière	230	160 000	320 596	256 593
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232	62 000	63 044	62 055
	233	234 700	410 520	338 547
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	234	15 000	23 780	11 885
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	235			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	236	18 000	33 772	15 439
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237		1 500	18 892
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245			
	246		1 500	18 892
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	247			

**ANALYSE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité*

		Budget 2018	Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	192 331	198 870		198 870	163 607
Greffe et application de la loi	2	63 768	42 914		42 914	61 652
Gestion financière et administrative	3	478 928	493 103		493 103	461 026
Évaluation	4	34 599	33 530		33 530	33 685
Gestion du personnel	5	7 000	1 458		1 458	6 356
Autres						
- Autres	6	88 118	89 164	52 085	141 249	147 476
-	7					
	8	864 744	859 039	52 085	911 124	873 802
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	539 768	538 678	13 817	552 495	532 724
Sécurité incendie	10	250 677	250 677		250 677	239 486
Sécurité civile	11	49 170	49 170		49 170	46 769
Autres	12	43 798	44 246		44 246	31 070
	13	883 413	882 771	13 817	896 588	850 049
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	399 367	388 510	490 539	879 049	860 656
Enlèvement de la neige	15	201 914	219 112		219 112	202 673
Éclairage des rues	16	29 625	28 452		28 452	28 340
Circulation et stationnement	17	11 599	7 530		7 530	8 027
Transport collectif						
Transport en commun	18	5 592	5 592		5 592	5 685
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	648 097	649 196	490 539	1 139 735	1 105 381

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	88 494	76 819	53 191	130 010		163 741
Réseau de distribution de l'eau potable	24						
Traitement des eaux usées	25	49 700	44 772		44 772		49 283
Réseaux d'égout	26						
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	70 043	67 539		67 539		56 609
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29						
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	9 000	11 272		11 272		9 254
Autres	34		797		797		
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	62 889	68 032		68 032		67 549
Autres	39	113 221	113 420		113 420		113 469
	40	393 347	382 651	53 191	435 842		459 905
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41	335	335		335		1 571
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	335	335		335		1 571
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	100 592	104 260		104 260		114 376
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	22 793	17 721		17 721		17 936
Tourisme	49	4 670	4 670		4 670		5 394
Autres	50						
Autres	51						
	52	128 055	126 651		126 651		137 706

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Non audité</b>							
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53						
Patinoires intérieures et extérieures	54	28 299	28 299		28 299		27 266
Piscines, plages et ports de plaisance	55						
Parcs et terrains de jeux	56	105 402	76 636	85 463	162 099		167 943
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59		13 867		13 867		12 972
	60	133 701	118 802	85 463	204 265		208 181
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	25 083					17 687
Bibliothèques	62	28 982	28 982		28 982		28 071
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	20 295	10 543	18	10 561		13 447
	66	74 360	39 525	18	39 543		59 205
	67	208 061	158 327	85 481	243 808		267 386
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	133 442	140 421		140 421		129 126
Autres frais	70	5 085	16 211		16 211		17 658
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	32 948	32 948		32 948		22 038
	73	171 475	189 580		189 580		168 822
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>							
	74						
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
	75	647 112	695 113	( 695 113 )			

# Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Estérel \_\_\_\_\_

Code géographique : 77011 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
<b>Questionnaire</b>	<b>12</b>

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	4 662	
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	26 785	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	29 391	515 529
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	39 255	8 847
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		7 155
Édifices communautaires et récréatifs	14	10 672	10 546
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	119 163	19 318
Ameublement et équipement de bureau	18	2 074	36 956
Machinerie, outillage et équipement divers	19	8 219	14 228
Terrains	20		
Autres	21		6 822
	22	240 221	619 401

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	4 662	
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	26 785	
Autres infrastructures	27	29 391	515 529
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32	39 255	8 847
Autres immobilisations	33	140 128	95 025
	34	240 221	619 401

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	556 904	5 585	42 991	519 498
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 826 200	868 615	340 800	5 354 015
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	5 383 104	874 200	383 791	5 873 513
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	75 796		24 409	51 387
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	75 796		24 409	51 387
	19	5 458 900	874 200	408 200	5 924 900
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	5 458 900	874 200	408 200	5 924 900

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Administration municipale**

Dettes à long terme	1	5 924 900
---------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	14 032
---------------------------------------	---	--------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
--	---	--

Débiteurs	9	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	51 387
--	----	--------

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
--	----	--

Autres	13	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 887 545
---	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	5 887 545
------------------------------	----	-----------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	18	91 456
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	19	
---------------------------	----	--

Autres organismes	20	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	21	5 979 001
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	953 462
--	----	---------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
---	----	--

	24	953 462
--	----	---------

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	6 932 463
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Budget 2018</b>	<b>Réalisations 2018</b>	<b>Réalisations 2017</b>
<b>Administration générale</b>				
Grefe et application de la loi	1	34 706	34 706	32 441
Évaluation	2	2 068	992	1 155
Autres	3	126 883	126 887	109 322
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	250 677	250 677	239 486
Sécurité civile	6	49 170	49 170	46 769
Autres	7	10 099	10 099	10 046
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8	180 439	180 435	184 172
Transport collectif	9	5 592	5 592	5 685
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	2 248	2 248	2 270
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	335	335	1 571
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	5 073	5 072	9 462
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	22 391	22 391	23 330
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	47 551	48 309	44 286
Activités culturelles	23	34 277	34 277	33 489
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	771 509	771 190	743 484

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		<b>2018</b>	<b>2017</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	240 221	619 401
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	240 221	619 401

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		<b>Effectifs personnes/ année <sup>2</sup></b>	<b>Semaine normale (heures)</b>	<b>Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice</b>	<b>Rémunération</b>	<b>Charges sociales</b>	<b>Total<sup>1</sup></b>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	40,00	8 320,00	303 437	68 838	372 275
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,00	35,00	4 362,00	108 995	32 308	141 303
Cols bleus	4	5,00	40,00	8 504,00	265 668	60 590	326 258
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	12,00		21 186,00	678 100	161 736	839 836
Élus	9	7,00			118 485	24 827	143 312
	10	19,00			796 585	186 563	983 148

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<b>Gouvernement du Québec</b>		<b>Gouvernement du Canada</b>	<b>ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines</b>	<b>Total</b>
		<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	55 092		4 662	18 257	78 011
	17	55 092		4 662	18 257	78 011

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

		2018	2017
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	10 477	20 523
	4	10 477	20 523
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	162 329	140 443
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	162 329	140 443
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	15 424	6 423
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	15 424	6 423
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	1 350	1 433
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	1 350	1 433
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	189 580	168 822

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

	<b>Rémunération (excluant charges sociales)</b>	<b>Allocation de dépenses</b>
Joseph Dydzak	25 173	12 587
Christine Corriveau	8 391	4 196
Anna Dupuis Zuckerman	8 391	4 196
Rachel Landry	8 391	4 196
Pierre Lussier	8 391	4 196
Stefan Tremblay	8 391	4 196
François Richer Lafèche	8 391	4 196

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	300 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

**Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.**

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	\$
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	_____ \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	_____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	_____ \$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	_____ \$
b) autres formes d'aide	20	_____ \$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	_____

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 \_\_\_\_\_ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 \_\_\_\_\_ \$

b) Dépenses d'investissement

27 \_\_\_\_\_ \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 \_\_\_\_\_ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 \_\_\_\_\_

b) Date d'adoption de la résolution

30 \_\_\_\_\_

# Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Estérel \_\_\_\_\_

Code géographique : 77011 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au secrétaire-trésorier de la  
Ville d'Estérel,

**Opinion**

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE D'ESTÉREL (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Observation - Référentiel comptable**

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau**

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

**Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, CA  
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2019-04-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**REVENUS ADMISSIBLES**

---

Revenus de taxes	1	3 481 998
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	<b>10</b>	<b>3 481 998</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	284 839 900
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	287 747 300
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	<b>13</b>	<b>286 293 600</b>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14             1 ,                2 / 100 \$

# Données prévisionnelles non auditées

## pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Estérel \_\_\_\_\_

Code géographique : 77011 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

**TABLE DES MATIÈRES**

	<b><u>PAGE</u></b>
<b>Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019</b>	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**TAXES**

---

**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	1 475 568
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	564 792
Activités de fonctionnement	3	1 103 192
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	3 143 552

---

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	152 458
Égout	11	60 935
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	104 970
Autres		
- Contrôle des insectes piqueurs	14	111 402
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	429 765
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	429 765
	27	3 573 317

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

**COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

---

**GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière 1

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 2

Taxes d'affaires 3

Compensations pour les terres publiques 4

---

5

---

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux 6

Cégeps et universités 7

Écoles primaires et secondaires 8

---

9

---

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière 10

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 11

Taxes d'affaires 12

---

13

---

14

---

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière 15

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 16

Taxes d'affaires 17

---

18

---

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière 19

Taxes sur une autre base

Taxes, compensations et tarification 20

---

21

---

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 22

Autres 23

---

24

---

25

---

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 ..... 287 747 300	X 2 ..... 0,5128 /100\$	3 ..... 1 475 568				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 ..... X	5 ..... /100\$	6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 ..... X	8 ..... /100\$	9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 ..... X	11 ..... /100\$	12 .....				
Immeubles industriels	13 ..... X	14 ..... /100\$	15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 ..... X	17 ..... /100\$	18 .....				
Autres	19 ..... X	20 ..... /100\$	21 .....				
Immeubles agricoles	22 ..... X	23 ..... /100\$	24 .....				
<b>Total</b>			25 ..... 1 475 568	26 ( ..... )	27 ( ..... )	28 .....	29 ..... 1 475 568

<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30 ..... 287 747 300	X 31 ..... 0,1963 /100\$	32 ..... 564 792				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 ..... X	34 ..... /100\$	35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 ..... X	37 ..... /100\$	38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 ..... X	40 ..... /100\$	41 .....				
Immeubles industriels	42 ..... X	43 ..... /100\$	44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 ..... X	46 ..... /100\$	47 .....				
Autres	48 ..... X	49 ..... /100\$	50 .....				
Immeubles agricoles	51 ..... X	52 ..... /100\$	53 .....				
<b>Total</b>			54 ..... 564 792	55 ( ..... )	56 ( ..... )	57 .....	58 ..... 564 792

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

	<b>Assiette d'application imposable</b>	<b>Taux adopté</b>	<b>Revenus bruts</b>	<b>Crédits/ Dégrèvements</b>	<b>Dotation à la provision</b>	<b>Autres ajustements</b>	<b>Revenus nets</b>
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 ..... 287 747 300	X 2 ..... 0,3834 /100\$	3 ..... 1 103 192				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 ..... X	5 ..... /100\$	6 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 ..... X	8 ..... /100\$	9 .....				
Immeubles non résidentiels	10 ..... X	11 ..... /100\$	12 .....				
Immeubles industriels	13 ..... X	14 ..... /100\$	15 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 ..... X	17 ..... /100\$	18 .....				
Autres	19 ..... X	20 ..... /100\$	21 .....				
Immeubles agricoles	22 ..... X	23 ..... /100\$	24 .....				
<b>Total</b>			25 ..... 1 103 192	26 (.....)	27 (.....)	28 .....	29 ..... 1 103 192

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 ..... X	31 ..... /100\$	32 .....				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 ..... X	34 ..... /100\$	35 .....				
Immeubles de 6 logements ou plus	36 ..... X	37 ..... /100\$	38 .....				
Immeubles non résidentiels	39 ..... X	40 ..... /100\$	41 .....				
Immeubles industriels	42 ..... X	43 ..... /100\$	44 .....				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 ..... X	46 ..... /100\$	47 .....				
Autres	48 ..... X	49 ..... /100\$	50 .....				
Immeubles agricoles	51 ..... X	52 ..... /100\$	53 .....				
<b>Total</b>			54 .....	55 (.....)	56 (.....)	57 .....	58 .....

	<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	59 ..... X	60 ..... %	61 .....	62 (.....)	63 (.....)	64 .....	65 .....

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	3   7   1   ,   0   0   \$
Égout	2	,       \$
Eau et égout	3	,       \$
Traitement des eaux usées	4	,       \$
Matières résiduelles	5	2   7   0   ,   0   0   \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Contrôle des insectes piqueurs	2 500,0000	4	Complexe hôtelier
Contrôle des insectes piqueurs	2 500,0000	4	Club de golf
Contrôle des insectes piqueurs	156,0000	4	Résidence
Contrôle des insectes piqueurs	103,0000	4	Unité hôtelière
Contrôle des insectes piqueurs	88,0000	4	Terrain
Aqueduc et égout	1,6751	2	Unité hôtel - phase I
Aqueduc et égout	3,0757	2	Unité hôtel - phase II
Aqueduc et égout	13 500,0000	4	Complexe hôtel-phase I
Aqueduc et égout	13 500,0000	4	Complexe hôtel-phase II
Aqueduc et égout	442,0000	4	Unité hôtel & club golf
Aqueduc	270,0000	4	Lot 5 508 293
Mise aux normes - Aqueduc - Agglo	11,3600	4	Propriété desservie
Mise aux normes - Aqueduc	135,4300	4	Propriété desservie
Déplacement équipement eau potable	54,2000	4	Propriété desservie
Syst. approvisionnement eau potable	72,0000	4	Propriété desservie
Pompe et équipement télémétrie	28,4600	4	Selon règl. 2018-666
Pompe station de surpression	16,0600	4	Selon règl. 2018-667
Matières recyclables et organiques	750,0000	4	Complexe hôtelier

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité****REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	3 573 317
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>3 573 317</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	287 747 300
--	----	-------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	1   ,   2   4   1   8   /100 \$
--	----	---------------------------------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

*Non audité*

				<b>Total</b>
	<b>Résidentielles</b>	<b>Résiduelle Agriculture Résidences</b>	<b>Autres</b>	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
<b>Taxes sur une autre base</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25 _____		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26 _____		\$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

**Non audité**

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>3 990 828 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>520 377 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>137 724 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>53 250 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-21</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
<b>La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.</b>			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Nadine Bonneau , atteste que le rapport financier de Estérel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-04-12.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Estérel.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Estérel consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Estérel détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-04-11 15:26:20

Date de transmission au Ministère : 2019/05/09